



HAL
open science

Yémen. D'une guerre l'autre, la révolution oubliée ?

Hélène Thiollet

► **To cite this version:**

Hélène Thiollet. Yémen. D'une guerre l'autre, la révolution oubliée ?. Thierry De Montbrial; Philippe Moreau Defarges. RAMSES 2013. Gouverner aujourd'hui?, Dunod, 2012, 9782100584116. hal-01675508

HAL Id: hal-01675508

<https://sciencespo.hal.science/hal-01675508>

Submitted on 12 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Yémen

D'une guerre l'autre, la révolution oubliée ?

En 2012, l'État yéménite, longtemps considéré comme « fragile » ou « inachevé », semble menacé de désintégration. Le pays est certes engagé dans une transition politique, initiée par un « printemps arabe » exemplaire qui mobilise depuis janvier 2011 une jeunesse yéménite pacifiste et déterminée. Pourtant, malgré la démission du président Ali Abdallah Saleh en février 2012, le Yémen reste captif des dynamiques internes de violence sociale et politique et des intérêts stratégiques de l'Arabie Saoudite et de ses « alliés » occidentaux, au premier rang desquels les États-Unis. La révolution yéménite est pourtant passée largement inaperçue des médias qui privilégient l'analyse des violences ou du « risque terroriste ».

Du « système Saleh » au « printemps yéménite »

Le « printemps yéménite » a pris pour cible le régime politique corrompu, proaméricain et liberticide centré sur la personne d'Ali Abdallah Saleh. À la tête de la République arabe du Yémen depuis 1978 et du Yémen réuni depuis 1990, il met en place un système de gouvernement clientéliste fondé sur la cooptation des élites sociales, tribales, religieuses et politiques dans les réseaux de l'État à différents niveaux (local, régional, national). Le « système Saleh » est un système politique « tribalo-militaire » semi-autoritaire, qui permet toutefois la tenue d'élections (législatives et présidentielle),

le multipartisme et l'émergence d'une opposition, le maintien de certaines libertés civiles (presse, association, manifestation) pendant les années 1990.

À partir du début des années 2000, la dérive autoritaire et monarchique commence à se faire jour : le président place à tous les postes clés du régime des membres de sa famille, dont son fils Ahmed à la tête de la Garde républicaine. En 2006, toutes les tendances de l'opposition, des socialistes aux islamistes du Parti de la réforme (Al Islah), forment une coalition (le Forum commun ou Al-Liqa al-mushtarak) qui ouvre un front d'opposition dur au sein du système politique.

Le « printemps yéménite » débute en janvier 2011 dans un paysage politique verrouillé, marqué par une radicalisation de l'opposition. À l'échelle nationale, la violence croissante du pouvoir contre la société civile et la guerre menée contre les mouvements autonomistes dans le Nord comme dans le Sud du pays accélèrent la fragmentation de l'espace politique yéménite et menacent l'État de désintégration. Les manifestations des étudiants, des jeunes urbains et des mécontents de tous bords sur la place du Changement à Sanaa trouvent pourtant rapidement un écho dans le reste du pays, notamment dans les principales villes de province. Les revendications de changement politique et social, les slogans anti-américains et les frustrations économiques se mêlent à Aden aux revendications

d'autonomie et, dans le Nord, aux volontés sécessionnistes de la région de Saada. Le ralliement à l'opposition de certains militaires renégats comme le général Ali Mohsen, militaire à la réputation trouble, impliqué dans tous les trafics et les exactions de la guerre de Saada jusqu'en 2008, empêche les massacres de manifestants sans garantir le succès du mouvement.

Une transition politique en trompe l'œil

Le manque de soutien de la communauté internationale fragilise la révolution yéménite et le prix Nobel de la paix accordé à l'activiste et journaliste Tawakkul Karman en 2011 ne compense pas la relative indifférence de l'Organisation des Nations unies (ONU) face ce qui apparaît comme une « révolution oubliée ». Une proposition de règlement de la crise yéménite a été apportée à l'échelle régionale par le Conseil de coopération du Golfe (CCG), appuyée par l'ONU à travers la résolution 2014. L'« initiative du Golfe » a permis, après dix mois de tergiversations de la part du président Saleh, d'assurer un départ volontaire du dirigeant tout en garantissant la continuité du régime (et de son personnel politique). Le vice-président Abd Rabbo Mansour Hadi est élu le 21 février 2012 et succède à Ali Abdallah Saleh. Pour autant, les élites politiques et les militaires fidèles à l'ancien président restent au cœur du pouvoir. Les tentatives de récupération ou d'étouffement du mouvement social porté par la jeunesse menacent le « printemps yéménite » d'essoufflement et ont amené les manifestants à se rapprocher de l'opposition politique mais aussi de mouvements régionaux

ou islamistes qui contestent eux aussi la transition politique.

Deux tendances contradictoires marquent la situation politique en 2012 : les dynamiques de fragmentation politique et de désintégration économique du pays d'une part ; le maintien d'une certaine unité politique garantie par l'aide extérieure d'autre part.

Des dynamiques de fragmentation anciennes

GUERRES CIVILES

La « guerre de Saada » oppose depuis 2004 dans le Nord du pays les troupes gouvernementales à des groupes armés rassemblés autour de *leaders* politiques chiïtes. Ce conflit réactive en 2004 des clivages sectaires entre populations zaydites (chiïtes) du Nord du pays (35 % des habitants) et le reste du pays majoritairement shaféite (sunnite). Les causes de la guerre sont en réalité économiques et politiques avant d'être confessionnelles : historiquement royaliste et opposée au pouvoir central, Saada a été largement tenue à l'écart de la redistribution des ressources par l'État. Cet ostracisme a encouragé le développement massif d'une économie transfrontalière de trafics d'armes et de drogue qui s'est renforcée depuis le début de la guerre. Le Nord du Yémen dévasté par les bombardements, les combats et les déplacements de populations devient entre 2004 et 2011 une véritable zone de non-droit, territoire de tous les trafics et de violences, où règnent conjointement les forces tribales, les troupes d'Abdul-Malik al-Houthi, les bataillons gouvernementaux renégats ou loyaux au

président Saleh. La transition politique a permis l'arrêt des combats et une relative stabilisation du Nord, aujourd'hui contrôlé par les élites locales et les « houthistes ».

À partir de 2006, dans le Sud, un mouvement social met en question les inégalités nées de la réunification en 1990 et de la guerre civile de 1994, revendiquant plus d'autonomie, voire l'indépendance. L'unité du pays s'est en effet largement faite au détriment du Sud, la majorité des richesses minérales étant situées dans les régions de l'ancien Sud-Yémen, tandis que les rênes du pouvoir politique et économique restaient entre les mains des nordistes et plus spécifiquement des proches d'Ali Abdallah Saleh. Le mouvement est une coalition hétéroclite rassemblée sous le nom de Mouvement du Sud (Hirak al Janubi), relativement acéphale, même si l'ancien président sudiste Ali Salem al-Bidh (en exil) ou l'ancien djihadiste Tareq al-Fadhli en sont des figures importantes.

TERRORISME

Jusqu'au début des années 2000, le régime yéménite maintient une politique ambiguë vis-à-vis de l'islamisme radical en protégeant par exemple le cheikh Abd al-Majid al-Zindani, chef de file de la tendance salafiste du parti Al Islah. En retour, les groupes armés ciblent presque exclusivement les intérêts étrangers dans le pays (attaques contre le navire de guerre américain *USS Cole* en octobre 2000 ou contre un pétrolier français en 2002). La politique proaméricaine du Yémen à partir de 2001 entraîne une radicalisation des groupes armés et l'augmentation en 2012 des attentats et des violences revendiquées montre l'importance

croissante des groupes islamistes armés. Jusqu'à sa démission, le président Saleh brandit la menace djihadiste et d'Al-Qaïda, notamment dans les provinces du Sud, pour justifier l'aide financière et militaire américaine et pour négocier les conditions de son départ. Son successeur est prisonnier de la dégradation de la situation sécuritaire et de la perte de contrôle de régions ou de villes au profit de groupes armés comme Ansar Al Charia (« Partisans de la loi islamique ») à Zinjibar.

MENACES ÉCONOMIQUES

Si la rente pétrolière a été largement utilisée par l'ancien président Saleh pour asseoir son pouvoir et acheter les allégeances politiques, elle n'a pas servi le développement économique du pays. En outre, depuis 2001, le Yémen voit ses réserves pétrolières s'appauvrir et sa production décliner rapidement tandis que l'instabilité politique hypothèque l'exploitation efficace des ressources naturelles, notamment du gaz. En 2011 et 2012, Sanaa a dû compter sur des dons saoudiens pour assurer la couverture de ses besoins énergétiques. Avant le manque de pétrole, le manque d'eau représente un risque écologique et économique imminent. La culture du *qat* – drogue douce largement consommée au Yémen – absorbe plus de 40 % des réserves en eau du pays. La capitale Sanaa pourrait devenir la première ville sans eau au monde dès 2015 et les zones rurales de ce pays largement agricole subissent de plein fouet l'appauvrissement des nappes phréatiques. Les conséquences sanitaires de la crise économique et écologique qui frappe le Yémen depuis plusieurs années sont dramatiques (malnutrition, épidémies,

hausse de la mortalité infantile) et le coût social (déscolarisation, chômage, exode rural forcé) de la situation économique s'ajoute aux crises politiques.

Un pays sous influence

La politique intérieure du Yémen est largement perméable aux interventions et influences de deux grands acteurs stratégiques : les États-Unis et l'Arabie Saoudite qui travaillent à assurer la continuité de l'État principalement au nom d'une politique sécuritaire visant à contrôler le territoire et à contrer l'activité d'Al-Qaïda.

En refusant de soutenir la première guerre du Golfe en 1991, Sanaa avait été mis au ban de la diplomatie internationale et s'était privé de l'aide économique et militaire américaine et saoudienne. En 2000, l'administration Clinton choisit de s'allier au gouvernement yéménite pour juguler la menace croissante du terrorisme islamiste international. Après le 11 septembre 2001, le Yémen rejoint donc le camp de la « guerre contre la terreur ». Les États-Unis apportent leur soutien économique au pays et leur appui militaire à l'armée yéménite et aux services de sécurité dirigés par le fils et le neveu du président. Ils mènent en outre depuis 2001 des opérations d'assassinats ciblés de « terroristes » réellement ou supposément liés à Al-Qaïda (par exemple le chef d'Al-Qaïda Abou Ali al-Harithi en 2002) à l'aide de drones. Ces « interventions » nourrissent l'antiaméricanisme virulent de la population yéménite.

Terrain de jeu des drones américains, le Yémen est aussi l'arrière-cour de l'Arabie Saoudite. Les personnalités politiques les

plus proches du trône (le prince sultan puis le prince héritier et ministre de l'Intérieur Nayef ben Abdel Aziz) gardent un œil attentif sur le Yémen, fidèles à la politique d'influence et de contrôle mise en place par la monarchie saoudienne au cours du XX^e siècle. Les bombardements menés contre les positions houthises par Riyad à Saada en 2009 ont rendu évidente l'ingérence d'une Arabie Saoudite inquiète des liens potentiels de la rébellion houthisiste avec l'Iran et des risques de débordement du conflit.

Un pays au bord de la rupture

À la pointe du « printemps arabe » par sa transition politique pacifique, la société yéménite est dans le même temps au bord de l'implosion, déstabilisée par les crises politiques, sociales, économiques et écologiques. Les dynamiques de fragmentation internes et la pénétration du pays par des forces extérieures révèlent la fragilité d'une situation politique, économique et écologique dramatique.

Hélène Thiollet

Pour aller plus loin

Al-Rasheed, M. et Vitalis, R. (dir.) (2004), *Counter-Narratives. History, Contemporary Society and Politics in Saudi Arabia and Yemen*, New York/Hampshire, Palgrave Macmillan.

Leveau, R., Mermier, F. et Steinbach, U. (dir.) (1999), *Le Yémen contemporain*, Paris, Karthala.

Mermier F., Poirier, M. et Bonnefoy, L. (dir.) (2012), *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, Paris/Sanaa, Karthala/CEFAS.

Site Internet : International Crisis Group, Crisisgroup.org.